



Limoges, le 15 juin 2022,

Monsieur le Ministre, cher collègue,

Nous, Secrétaires des sections de l'UNSA Education Limousin et Secrétaires des sections du Se-UNSA Limousin souhaitons vous alerter.

Vous venez d'annoncer par voie médiatique votre volonté d'engager de grandes concertations autour de l'École.

Nous nous interrogeons sur la pertinence, les objectifs et l'impact de ces concertations. Nos collègues, nos écoles, nos collèges, nos lycées, nos services sont épuisés non seulement par l'attitude de votre prédécesseur à l'encontre de toute la profession, mais encore par le rythme effréné, syncopé, aveugle et sourd des politiques éducatives menées ces dernières années.

Nos collègues sont usés, et si votre intention de mener une concertation part très certainement d'une volonté de réconcilier nos concitoyens autour de leur école, ne vous leurrez pas : l'urgence n'est pas là !

Les corps intermédiaires ont été mis à mal, la Loi de transformation de la Fonction Publique a considérablement détérioré les conditions du dialogue social dans notre ministère, nos collègues dépendent désormais de Lignes de Gestion locales à rebours de tous les acquis de ces cent dernières années. Nos collègues administratifs sont malmenés par les règles comptables et politiques qui leurs sont imposées. Ils sont tiraillés entre leur loyauté au Service Public et leur devoir de discrétion qui les amène à se rendre complices de jeux d'écritures qui ne visent qu'à mieux cacher les pénuries d'enseignants, d'AESH, de PSYEN, de CPE, d'AED, d'attachés, de techniciens, d'adjoints, de cadres...

Vous annoncez des concertations ! Votre prédécesseur aurait-il brûlé les archives du dialogue social dans notre ministère ? Les organisations syndicales représentatives ne vous ont-elles pas transmis leurs projets et leurs attentes pour l'école ? Les heures de GT, de CT, de bilatérales, de multilatérales, de Grenelle, n'ont-elles pas permis de largement identifier les difficultés structurelles, humaines et territoriales de votre portefeuille ?

Nos syndicats, nos sections, ont identifié assez précisément les besoins à couvrir pour la rentrée 2023, le raisonnement en consommation d'emploi ne nous permettra pas de cacher plus longtemps la misère et les conditions d'une rentrée « zéro défaut » ne sont pas réunies, nous le savons et vous devriez le savoir.

Nos analyses nous permettent d'estimer les besoins rien que pour les enseignants du premier degré à 150 pour nos trois départements, 30 pour la Corrèze, 30 pour la Creuse et 90 pour la Haute-Vienne.

Nous sommes farouchement attachés à la fonction publique et nous estimons que seul des enseignants et personnels titulaires, recrutés, formés sont à même de relever le défi du Pacte Républicain et d'offrir à tous les territoires, à tous les citoyens un égal accès pour leurs enfants à un Service Public durable équitable et de qualité. Pour autant la situation

d'urgence dans laquelle nous nous trouvons semble nous mener droit dans une impasse. A situation exceptionnelle, moyens exceptionnels.

Aussi nous vous demandons d'intervenir rapidement pour permettre :

- Le recrutement en urgence et en nombre suffisant de collègues contractuels dans des conditions leur permettant un accès à une formation qualifiante puis à la titularisation.
- Le recrutement en urgence et en nombre suffisant d'AESH afin de couvrir les besoins toujours croissants de nos élèves les plus fragiles.
- Le recrutement en urgence et en nombre suffisant de personnels Santé et Sociaux, la crise sanitaire a considérablement accru les difficultés de nos collègues et de nos élèves, les dernières politiques ont démantelé les services de soin et les services sociaux de notre ministère.
- Le recrutement en urgence et en nombre suffisant d'AED ainsi que la parution sans délai du décret permettant leur CDIisation.
- Le recrutement en urgence et en nombre suffisant de PSYEN, CPE, Administratifs, Techniciens, Inspecteurs...
- La mise en place sans délai d'une vraie politique de formation et de recrutement pour tous nos métiers. Les enseignants de demain, les personnels qui font l'école, doivent être confortés dans leur choix de s'engager au service de la jeunesse et de l'éducation, seule une politique à long terme permettra de redresser la barre et d'éviter un naufrage.

Nous nous tenons à votre disposition pour échanger concrètement et constructivement sur les situations de travail de nos collègues, sur les besoins précis de notre académie qui vont bien au-delà des opérations d'analyses budgétaires et de leurs soi-disant résultats fiabilisés.

Nos Syndicats et notre fédération défendent l'école publique depuis plus de 100 ans Monsieur le Ministre. Pendant la seconde guerre mondiale, nos syndicats ont perduré depuis la section de Limoges, une âme de résistance anime nos sections, aujourd'hui nos collègues, nos adhérents, nos militants, tous s'accordent pour constater que notre Service Public est en danger. Nous vous invitons à venir voir par vous-même et à prendre le temps de comprendre la situation.

Merci de mesurer notre inquiétude, notre sincérité et notre sens du service public.

En l'attente de votre réponse, veuillez croire, Monsieur le Ministre, en notre engagement sans faille pour notre école, nos élèves et nos métiers.

Pierre Gautret , Maud Duveuf, Anabel Roy, Katia Rytter, Laurent Herlin, Laurent Lachaise,

*Secrétaires des Sections de l'UNSA Education et du Se-UNSA de l'Académie de Limoges, de la Creuse, de la Corrèze et de la Haute-Vienne.*